

Urbia

n°14 - juin 2012

URBIA

CHRISTOPHE MAGER & LAURENT MATTHEY

Faire sécession: «l'extension du domaine de la lutte» en milieu urbain

YVES PEDRAZZINI

Fragmentation sécuritaire et urbanisme de la peur : note sur les nouvelles guerres de sécession

MATHIEU PERRIN

La fabrique de l'habiter brésilien contemporain : évolutions résidentielles à Sao Paulo et Rio de Janeiro depuis la fin du dix-neuvième siècle

CHRISTIAN DESSOUROUX

Formes et géographie de l'enclavement résidentiel à Bruxelles

CAROLINE MAZEL & GUY TAPIE

La résidence sécurisée, l'expansion des accédants à la sécurité

BÉNÉDICTE AUVRAY

L'enclave touristique : déclinaison exotique de la communauté fermée ?

DAVID GAILLARD

Vauban en mouvement. De l'enclavement comme « stratégie » aux « tactiques » habitantes. Un désenclavement par l'usage ?

Urbia

Les Cahiers du développement urbain durable

Urbanisme sécuritaire et désir d'entre-soi



Palm Islands, Dubaï © Marina Roque de Pinho

Fragmentation sécuritaire et urbanisme de la peur : note sur les nouvelles guerres de sécession

Yves Pedrazzini, Maître d'enseignement et de recherche

Ecole polytechnique fédérale, ENAC INTER
LASUR
Lausanne

Courriel :
yves.pedrazzini@epfl.ch

Résumé

Considérant que les communautés fermées sont le reflet d'un urbanisme de la peur instituant comme projet sociétal la clôture des espaces urbains, cette contribution montre que le couplage « privatisation-sécurisation » n'est pas induit par la seule violence des villes. Il relèverait tout autant du désir des élites de se doter d'une capacité de contrôle accrue, ajoutant, grâce à la fragmentation urbaine générée, un pouvoir urbanistique aux pouvoirs économiques et politiques dont elles disposent déjà. Cette volonté du tout contrôle – bannissant l'imprécision pour qu'un ordre idéal se fasse jour et que la paix demeure – limite toutefois l'aptitude des villes à la mutabilité. La tentative d'incarner spatialement le tryptique « sécurité, sûreté, certitude » ne fait pas uniquement oublier que la ville était un espoir de convivialité. En morcelant et rigidifiant l'espace, elle réduit sa capacité à se réinventer.

Mots-clés

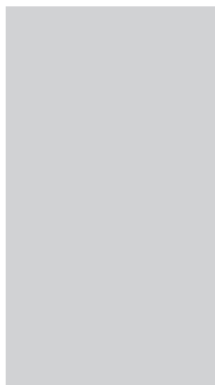
Urbanisme, peur, fragmentation urbaine, ségrégation, sociologie

Abstract

Considering the gated communities as a reflection of an urbanism of fear establishing as a societal project the enclosure of the urban spaces, this contribution shows that the coupling « privatization-security » is not induced by the only violence of the cities. It could be related as much to the desire of the elites to obtain an increased control capacity, adding, thanks to the generated urban fragmentation, an urbanistic power to the economic and political ones they already have. This will to get a whole control - banishing the imprecision so that an ideal order may arise and that peace remains - limits the aptitude of the cities for mutability. The attempt to embody spatially the tryptic “security, safety, certainty” does not solely make forget that the city was a hope of conviviality. By fragmenting and rigidifying space, it reduces its ability to be reinvented.

Keywords

Urbanism, fear, urban fragmentation, segregation, sociology



Chicago

Vers la fin des années 1930, l'École de Chicago considérait « l'urbanité comme (un) style de vie » (Wirth, 1938). Aujourd'hui, Louis Wirth n'aurait pas trop de mal à valider une étude menée dans n'importe quelle grande ville du monde qu'il aurait intitulée « la peur comme style de vie »¹. Mais aujourd'hui, cela ne suffit plus. Pour rendre compte des processus socio-spatiaux consécutifs aux stratégies développées par les tenants de *l'urbanisme de la peur* (Pattaroni et Pedrazzini, 2010), il faut prolonger cette analyse de la réalité urbaine, même si l'on peut parfois penser que l'on a affaire à une caricature de quelque Daumier victime de persécution. En effet, il conviendrait d'intituler cette analyse « la paranoïa comme style de vie », tant il est devenu normal de penser l'urbanisme et l'urbanité à partir de la peur de tous les dangers et de tous les moyens d'y faire face, que ce soit du côté des professionnels de l'espace urbain, comme de celui des usagers... Ici, nous avons donc voulu montrer comment une société paranoïaque *produit* une organisation spatiale spécifique qui reflète, de manière un peu hyper-réaliste (c'est après tout un miroir déformant) l'état de cette société, l'état, surtout, de dégradation des liens sociaux sensés la fonder et s'inscrire dans cet espace tout en l'organisant, et non pas s'effiloche et se rompre sous l'effet de la peur de l'autre et de ses pratiques sociales et spatiales. Les fabriques régionales de la ville globale sont des franchises du modèle de *suburbanisation* californienne et ce modèle n'est livré que dans sa version paranoïaque. Une Californisation triste, en quelque sorte.

Ghettos/Gated

La sociologie fait métier de révéler ce qui, secrètement, tient ensemble les faits sociaux². En ce qui concerne la ville, qu'il s'agisse

1 C'est sous ce titre que nous avons mené il y a quelques années une étude sur les politiques de sécurité à Barcelone et Bogota (Pedrazzini et Boisteau, 2005).

2 Il me semble que c'est à Adorno que j'emprunte cette idée et, de tête, sa formulation.

de l'idéal type de la modernité qu'est Barcelone ou du cauchemar darwinien qu'est Lagos, ce qui tient secrètement ensemble les pièces du puzzle urbain est la question de la sécurité. Mais le paradoxe contemporain veut que, pour que les morceaux de villes qui ont une tendance « naturelle » à la fragmentation (on vit toujours dans des villes capitalistes) soient tenus ensemble, il faut qu'ils soient en même temps maintenus à distance les uns des autres. Ce sont bien désormais les modalités de la division spatiale et les formes architecturales et urbanistiques capables de garantir cette division qui « fabriquent » la ville, dans le monde. Quels que soient le statut social et le revenu *per capita* de chacun des segments séparés du tissu urbain, ils figurent un des modèles de l'enfermement ou de la sécession : la division de l'espace et la sécurisation des enclaves. Ces segments sont nombreux, mais l'on peut les imaginer comme des variantes plus ou moins pures de deux modèles de la clôture : le ghetto et la *gated community*. C'est à partir de ces deux expressions majeures de la pensée de la ségrégation spatialisée que les villes du monde se planifient, se construisent et se déconstruisent, se détruisent parfois. Car le paradoxe de leur collage – former ensemble dans la séparation l'urbanité contemporaine – est souvent une destruction. Mais peut-être faudrait-il parler d'hybridation.

La figure du ghetto n'est pas celle de la cité française, ni celle de la favela ou du barrio latino-américain. Il ne s'agit pas non plus d'une « reprise », quelque part ailleurs et dans un autre contexte, de la figure du bidonville africain ou du slum indien (par exemple). S'il fallait trouver un « parent » (pauvre) à la figure du ghetto – à part, évidemment, celle du ghetto juif qui ne fonctionne qu'imparfaitement aujourd'hui ou celle du camp de concentration – mais son caractère *totalitairement* tragique ne nous autorise pas à jouer intellectuellement avec lui en tant que catégorie d'analyse – cela ne pourrait être que la figure de la prison (éventuellement le camp de réfugiés, palestinien notamment). Concernant la figure de la *gated community*, il est beaucoup plus évident de trouver les autres membres de sa famille : le shopping mall, l'aéroport, le stade de foot (Pedrazzini et Viot, 2011), les universités privées, les parcs à thèmes – descendants sécurisés de l'incertaine matrice originale du Luna Park de Coney Island (Koolhaas, 1978). Ensemble, ghetto

et gated figurent la ville contemporaine et son urbanité négative, alors que séparément ils ne représentent qu'eux-mêmes et ne signifient pas grand-chose.

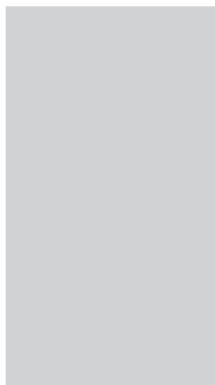
Sécurité

Dans les villes contemporaines, des chercheurs s'acharnent à mettre au jour la mécanique complexe des relations entre milieu urbain, espaces publics, pratiques sociales, actions publiques et sécurité. A Barcelone ou New York comme à Bogota, à Caracas ou à Dakar comme à Katmandu, nous avons participé à cet effort à partir du thème controversé des « violences urbaines » - celles qu'avec des intensités diverses toute ville connaît - et du « sentiment d'insécurité ». Parce qu'il contient toutes les incertitudes de la vie, vie sociale, domestique, politique, il en est venu à constituer une sorte de fond commun sociétal, à la fois matrice archaïque, lutte identitaire, projet de vie individuel et projet de société. Une donnée factuelle qui rassemblerait contre elle tous les habitants des centres urbains, riches et pauvres, ce qui pourrait passer pour une preuve de bonne santé démocratique. Quoi qu'il en soit, tant de la réalité de ce sentiment que des causes « logiques » de la violence, ces phénomènes sont désormais des indicateurs, autant que des facteurs importants, d'un bouleversement profond de l'espace urbain, d'un changement que connaît la *ville générique* contemporaine tant sur le plan de sa morphologie que du point de vue du statut de son espace public. L'objet n'est pas anodin : c'est sur lui que se joue aujourd'hui la « sécurité du territoire ». Penser l'incertitude de la vie et l'insécurité de la ville sont des affaires mêlées, mais qu'il convient de démêler, si nous souhaitons pouvoir continuer à habiter dans des « vraies » villes, complexes, et non des parcs humains sécurisés, simplifiés.

A propos de la question des violences urbaines et pour faire la part de ce qui tient à l'urbanisation et de ce qui tient aux inégalités sociales, nous devons parler du contexte, urbain en l'occurrence. Car le problème ne se laisse pas enfermer dans une logique simple. Pour que le processus de sécurisation des sociétés urbaines opère totalement, il faut, outre le pouvoir politique et le pouvoir éco-

nomique, l'action concrète de ce que l'on nommera le « pouvoir urbanistique ». Ce pouvoir, quand il s'inscrit clairement dans le champ de la démocratie (pour faire bref), permet des réalisations architecturales formelles mais stratégiques, telles que nous avons pu en découvrir et en étudier en Amérique latine ou ailleurs, autrement dit une véritable politique de l'espace, dans laquelle l'espace tient un rôle politique d'envergure. Bien sûr, dans le cadre de notre recherche sur les politiques de sécurité, ce rôle de l'espace est instrumentalisé par certains acteurs sociaux soucieux de durcir les « frontières », contre une conception ouverte du spatial qu'ils jugent dangereuse, car offrant des ouvertures à l'Autre.

Sur cette question complexe et d'une actualité inédite dans l'histoire, l'action publique, souvent prise en tenaille entre le marteau de l'économie privée et l'enclume des multinationales, prend évidemment le risque de devenir « spatio-dépendante », moins cependant du design architectural que de l'aménagement du territoire, territoire dont la sûreté devient par ailleurs non plus urbaine mais régionale. Dès lors, le sentiment « d'insécurité » n'a plus besoin de faits pour être convoqué et influencer la réalité - c'est-à-dire pour être *réel*, en fin de compte - ni donc pour influencer « l'espace », c'est-à-dire « l'environnement » et « l'habitat » humains. C'est pour cette raison que l'insécurité urbaine gagne les campagnes qui, de ce point de vue là au moins, s'urbanisent. En effet, grâce à la violence et à l'insécurité, plus besoin d'être en ville, ni d'être au Sud d'ailleurs, pour que naisse cette peur que l'on croyait être, il y a encore quelques années, l'apanage des grandes métropoles « chaotiques » d'Afrique ou des Amériques. Il suffit pour cela d'avoir du terrain à bâtir, puis à défendre. Et bientôt, quand les mécanismes de la peur se seront suffisamment infiltrés dans les réseaux sociaux, on n'aura même plus besoin d'avoir quelque chose à défendre pour avoir peur de le perdre : l'idée que l'on pourrait avoir, un jour, un bien à soi suffira à justifier tout système destiné à en défendre l'hypothétique existence.



Vauban

(Seule ?) vraie question urbaine, la violence des villes est celle de l'impact de la violence sur la forme des villes et de la peur sur l'organisation (et la production) de l'espace (Pedrazzini, 2005). Si nous pouvons lui donner des réponses probantes, nous améliorons notre compréhension des rapports complexes entre ville, sécurité et espace public. Mais dans les villes « tentaculaires », la notion d'espace public a-t-elle encore un sens ? Le préserver des politiques sécuritaires qui programment sa disparition est-il encore un enjeu politique ? L'insécurité, réelle ou perçue, influence directement les pratiques de mobilité, l'accès aux services et la qualité de vie, donc la production de la ville et la transformation de ses espaces. Mais, en retour, est-on sûr que les politiques publiques de transformation urbaine ont un impact mesurable sur l'insécurité réelle et perçue et des conséquences positives en termes de pratiques sociales ? Ces politiques urbaines ont des effets sécuritaires très limités dès qu'elles prétendent répondre explicitement à des phénomènes de violence et n'ont quelque succès dans ce domaine qu'indirectement, quand elles visent la fabrication d'une ville inclusive et ouverte, sans privilégier a priori la solution militaire et la « vaubanisation » des rues et des quartiers « sensibles ».

Le (seul ?) vrai problème est que la fragmentation spatiale et la division sociale, considérées jusque dans les années 1990 comme les principaux problèmes que ceux qui gouvernent les villes devaient impérativement régler, sont devenues des solutions recommandables pour une gestion urbaine efficace : divisé en petites pièces maîtrisables dont il s'agit d'éviter « l'alliance », l'urbain du 21^{ème} siècle est plus aisément contrôlable. Le contrôle, la surveillance, est le vrai but des sociétés contemporaines et c'est aussi son ultime « service public » en même temps qu'il est son premier marché. Pour assurer ces diverses activités, deux types de politiques de sécurité se sont peu à peu imposées dans de nombreux pays. De ce fait, ils ont un impact grandissant sur les formes de l'espace urbain, public notamment, et font désormais écoles dans le monde entier. Ils s'opposent parfois, mais coïncident en cela que tous deux reposent sur une vision d'une ville dont le contrôle passe

par la division, la destruction programmée de l'ancien rêve de cohésion cosmopolite, du Paris de Benjamin, du Berlin de Simmel, du New York de Cassavetes... D'un côté, nous avons le modèle Barcelone, né en 1992 à l'occasion des Jeux olympiques ; le travail sur la forme vise à sécuriser l'espace. D'un autre côté, nous avons le « modèle Bogota », élaboré dans les années 1995-2005 ; les politiques publiques et les actions privées de sécurité redessinent les formes urbaines, du détail des architectures défensives à la planification « militaro-urbanistique ». Bien évidemment, ces deux modèles ne sont jamais appliqués de façon radicale et ont tendance à se combiner en un projet très contemporain de disparition de l'espace public, en commençant par cet espace incontournable qu'est la rue. Que ce soit pour en faire de charmantes piazzas piétonnes ou, au contraire, des autoroutes à péage, l'idée est qu'en privatisant la rue, en l'annulant donc, la ville sera plus sûre. Il faut comprendre cette notion de privatisation au sens large : de nombreuses politiques publiques de sécurité, et pas seulement de cyniques promoteurs du marché immobilier, visent à réaliser cette profanation de la publicité de la rue, cette domestication des usages de l'espace public urbain, en espérant qu'une sorte de *pax urbana* en découle naturellement.

Paranoïa

Dans l'arène politique, les mille façons de se servir de la violence, de l'insécurité et de la peur pour gouverner et s'enrichir sont connues. Elles sont aussi censées permettre de vendre, avec les promesses habituelles de *sûreté*, toutes sortes de produits dérivés. Parmi elles, les politiques de sécurisation de l'espace urbain prennent désormais une place importante. Mais ce pacte pour la sécurité des villes fait par les milieux de la politique, ceux de l'économie et les promoteurs immobiliers, a tout de même de quoi laisser songeur : où est passée, se demande-t-on à ce propos, la critique sociale ? Et là, le sociologue, même s'il n'est plus aujourd'hui – pour paraphraser un magnat allemand de la presse parlant du journaliste – qu'un élément marginal de l'industrie de transformation du bois, a peut-être encore un rôle à jouer. La sociologie urbaine surtout, parce qu'elle se propose de comprendre le mouvement

des sociétés contemporaines dans la relation historique qu'elles ont avec « leur » territoire et leur urbanité, peut penser la sécurité sur un mode critique, sans en sous-estimer la nécessité, mais sans non plus foncer tête baissée dans le mur de sa gated community. Elucider le mystère de la servitude volontaire par l'espace, voilà ce dont il s'agit. Un tel travail d'élucidation a été fait pour des zones interdites d'Amérique latine ou des Etats-Unis, mais nous devons désormais le faire à propos de toute autre réalité urbaine, surtout s'il n'est pas explicitement question de sécurité, afin de sentir les courants locaux, saisir l'idiosyncrasie des projets, des politiques publiques devenant des projets de redressement, révéler l'esprit carcéral qui flotte sur eux tous, au-delà des figures claires de la sécession sécuritaire, et gagne les écoles, les clubs de sports, les bibliothèques, les terrasses des cafés.

La recherche scientifique doit affirmer sa vocation à faire une critique de l'espace en procédant au décryptage des projets urbains, en se démarquant des objectifs des bureaux d'études et des administrations publiques. Pour la question de la fragmentation sécuritaire des villes, on peut montrer de quelle manière l'espace, selon des modalités différentes et quand il est remodelé à cette fin, dessine la place de l'*autre* dans une société. En l'occurrence, en réaffirmant par le plan et le design les « qualités » ségrégationnistes de l'urbanisation, les acteurs publics œuvrent à la fabrication de la ville en la découpant en petits morceaux autonomes. Ils *désignent* les quartiers populaires, les quartiers pauvres, les quartiers d'immigrés, les quartiers vétustes, comme territoires de l'ennemi. En passant d'un discours stigmatisant les habitants de ces quartiers à la désignation des quartiers eux-mêmes comme « sensibles » ou « difficiles » (en France) ou « précaires », « marginaux », « auto-construits », voire « dangereux » (ailleurs), les pouvoirs publics disent bien qu'un tri est fait, que l'ennemi de la sécurité est à chercher dans les quartiers situés désormais hors du plan, en *ban-lieu*, qui n'auraient pas bénéficié d'une véritable politique de la ville, alors même que les politiques urbanistiques les ont, socialement ou géographiquement, « sortis » de la ville – aménageant souvent à la hâte des zones à l'écart de la ville pour les parquer. Et voilà que ce parage se justifie : ces zones-là sont violentes.

Clôtures

Il faut se demander comment et à cause de qui les espaces emblématiques de l'exclusion sociale se retrouvent plongés dans la violence. En choisissant de traiter « par l'espace » les questions de sécurité, en refusant de dresser le profil psycho-géographique du délinquant, certaines sociologies ont montré que le pauvre, même jeune, n'est pas l'ennemi intérieur que beaucoup se plaisent à dénoncer. Mais il est peut-être trop tard, tant il semble que les pauvres eux-mêmes entérinent cette hypothèse et non seulement « avouent » être mauvais, mais collaborent à la fragmentation défensive des agglomérations. On assiste en quelque sorte à une démocratisation de la paranoïa qui se traduit par la consolidation des clôtures, une pratique sociale qui ne porte pas ses fruits, puisque les tensions et les craintes, généralement, ne diminuent pas. Car ce n'est pas tant un groupe d'individus que l'espace qui est coupable, non pas évidemment qu'il s'agisse là d'un acteur doué de raison et décidé à faire le mal: l'espace est coupable, parce qu'il est une production politique et sociale de certains acteurs contre d'autres, qui définit et délimite « le problème social », et non l'inverse. Comme souvent en matière de ville, l'espace (même produit socialement) domine le social (produit spatialement).

Par le biais de la recherche sur les violences et les politiques de sécurité, on parvient à appréhender ce mouvement territorial d'ensemble des sociétés urbaines vers plus de sécurité, mais aussi, paradoxalement, vers plus d'incertitude. Ce mouvement, nous pouvons l'observer partout, dans des villes distantes dans l'espace, la culture et la géopolitique, des villes venues ou non de la démocratie et qui dérivent vers cette forme inquiétante de sécurité qui s'impose comme nouveau modèle de développement au niveau planétaire et dont la devise est « sécurité, sûreté, certitude », un idéal qui se défait à chaque instant de chaque jour et continue malgré cela à piloter l'univers et son marché, réduisant les libertés humaines à quelque souvenir du temps des cerises.

Extension du domaine de la séparation

Voici l'Homme : jamais plus inventif que quand il est réduit aux bornes métaphysiques de l'animal, capable alors d'inventer le cinéma, l'avion, la bombe atomique, le vaccin, les organismes génétiquement modifiés. Pour se rassurer, l'animal urbain invente les systèmes de sécurité, aménage l'espace pour le rendre moins effrayant, organise les hiérarchies sociales, découpe le territoire, construit des murs, des forteresses. Pas un seul habitant qui ne s'y essaie. Mais l'accès à la sécurité privée étant restreint aux ayants *économiquement* droit, le cumul des privilèges fait évidemment d'eux des ayants droit à l'espace, quand tous les autres ne sont que des passagers clandestins de la ville. Une telle sécurité distribuée inégalement fabrique du territoire en détruisant du tissu urbain et des territorialités locales, défaisant la cohésion ancestrale. Et si, très concrètement, les pratiques d'aménagement urbain visent à résoudre physiquement les problèmes et le sentiment d'insécurité dans les villes, une compréhension, stratégique après tout, de ces dynamiques territoriales locales permet d'en souligner le caractère souvent *déconstructif*. Car le paradoxe est connu depuis bien des années : les réponses que donne la planification urbaine ne font que renforcer, au mieux déplacer, les vrais problèmes. Au premier rang aujourd'hui, cette impression que les pièces de ce puzzle qu'est la vie contemporaine ne s'ajustent plus, que certaines pièces - solidarité, vivre ensemble, confiance, intégration - ont même été dérobées. A leur place, on a bâti des murs ou creusé des fossés.

De telles évolutions sont particulièrement marquées dans les villes tropicales. Mais des principes similaires sont appliqués aussi bien au Nord qu'au Sud, en Europe que sous les tropiques. Cela est finalement logique : tout environnement construit porte en lui l'hypothèse de sa destruction. Si elle ne découle pas d'une guerre ou de quelque catastrophe naturelle, cette destruction vient de *trop* d'urbanité, en ce sens - Barcelone le montre, mais aussi Paris, et même New York - que la perfection voulue des formes architecturales tue ce qui fait la ville : une certaine imprécision. L'urbanisation peut être une sorte de boulimie quand la ville croît sans se

contenir et finit par céder de partout, mais il peut en aller de même quand tout vise, au contraire, à son contrôle, sa beauté formelle, sa haine des impuretés, à contenir ses mouvements primitifs. Sa volonté d'ordonner ce que longtemps elle a laissé vivre. Les villes incertaines dont l'incertitude nous ont fait rêver changent parce que, même si elles deviennent, comme nous n'en serions pas surpris, des modèles d'excellence territoriale, elles doutent de leurs formes et les autorités locales n'ont plus confiance dans le lien social ordinaire, pour que la paix demeure dans les quartiers. Plus confiance en ce qu'Orwell nommait la décence ordinaire de leurs habitants (Bégout, 2008). Et dans ces villes, la sécurité du territoire se substitue progressivement à la planification urbaine, avec l'appui d'un nombre grandissant d'acteurs sociaux et des forces de police. Comment en sommes-nous arrivés si vite à accepter de telles solutions à nos problèmes de violence (certes bien réels) et d'insécurité (largement construits) ? Comment, en l'espace de deux ou trois décennies, avons-nous pu oublier que la ville était un espoir de convivialité et permis que s'érige la « ville carcérale » (Davis, 1997 : 229-232) ? De nombreuses villes se transforment en « prisons modèles », elles contiennent et retiennent les désordres avec cette « violence calme » (Forrester, 1980) qui a fait le succès du capitalisme avancé quand il n'était encore que société du spectacle (Debord, 1967) et non société du contrôle (Deleuze, 1990).

Contrôle

Désormais les anciennes villes parias telles que Bogota, Medellin ou Mexico – demain Lagos ? -, devenues non pas tant bonnes élèves qu'inventives, enseignent au monde. *Learning security from the South (of No North ?)* : à l'aide de manuels de sécurité spatialisée, ces villes montrent comment situer les rapports entre espace urbain et sécurité dans un monde alter-moderne où la violence de l'État, comme celle des autres acteurs sociaux, *doit être* maintenant intégrée dans le paysage urbain, un paysage « sûr et certain » dont l'aménagement, la forme même, prouve que tout désordre est inutile et ne doit plus se donner à voir comme dans les temps modernes, ces temps anciens où il s'agissait d'avancer vers plus de civilisation et moins de barbarie.

Aux 25'000 coins de la planète, en fonction de différences intérieures souvent marquées d'une micro-localité à l'autre, des millions de gens se posent mille variantes de la même question: quel est l'endroit au monde que je peux considérer comme «chez moi», c'est-à-dire un lieu où je puisse me sentir en sécurité? La question, à la fois existentielle et pragmatique, que l'on se pose est aussi la suivante: comment sécuriser l'espace public sans que la liberté y laisse sa peau? La volonté d'immobiliser le processus urbain, le bloquer, le plaquer au sol en quelque sorte pour inscrire l'ordre idéal et la certitude dans l'asphalte de la rue, est si forte aujourd'hui que l'on en oublie parfois combien l'imprévisibilité est aussi une chance pour les sociétés contemporaines: aucune des tragédies que connaît la planète n'est fatale (à commencer par les dérèglements climatiques). En comparant les destins croisés de quelques villes, situées a priori aux antipodes de la chance les unes des autres, à chaque bout du vaste spectre de la sécurité urbaine, nous ne voyons que des villes aux prises avec des problèmes complexes mais de même type, cherchant à leur donner des réponses parfois simples et parfois complexes, parfois semblables et parfois différentes, quelquefois opposées. Mais, toujours, ces réponses reposent sur une appréhension sociale des problèmes et visent à déboucher sur des interventions – et innovations – spatiales. De ce fait, ces réponses se situent explicitement au sein de cette relation entre société et espace urbains et c'est ainsi que, pour l'avoir vu à l'œuvre, nous sommes en mesure de comprendre comment le paradigme sécuritaire est à l'origine de la profonde mutation de notre civilisation urbaine et non un effet de celle-ci.

À la lumière des expériences, positives et négatives, réalisées par des municipalités et des acteurs sociaux aussi éloignés que ceux de Shanghai, Peshawar ou Addis Abeba, nous pouvons interroger la « vraie nature » de ce lien : la sécurité – ou la sécurisation, comme processus socio-spatial et non comme état – est-elle “juste” un moyen d'organiser le territoire ou le projet de société ultime ? Se peut-il que l'aspiration majeure des hommes et des femmes peuplant par millions les grandes villes ne soit que ça : se sentir en sécurité ? La sécurité a-t-elle remplacé aujourd'hui le bonheur, le pouvoir, la spiritualité, la sexualité, comme idéal de la condition humaine ? Si c'est le cas, c'est peut-être que la sécurité est une

synthèse de tout cela, en des temps où le mal est toute dispute et que la démocratie est le mécanisme approprié pour promouvoir la sécurisation du monde avec l'appui du plus grand nombre. Est à l'œuvre dans la ville contemporaine une remise à l'ordre qui utilise l'espace public comme moyen de contrôle. Pour le moment, nous sommes tous plutôt d'accord pour échanger un peu de notre liberté contre la garantie d'augmenter notre sentiment de sécurité. Mais que se passera-t-il quand nous nous rendrons compte que nous n'avons plus la permission de nous déplacer comme nous le désirons parce que d'autres que nous aurons décidé que nos mouvements pouvaient menacer, même légèrement, l'ordre public ? Aurons-nous alors encore l'énergie de reconvertir l'espace de contrôle en lieux publics et même l'occasion de le faire ? Pas sûr. Et il y a pire : ces choses ne sont-elles pas déjà advenues ?

Notre liberté surveillée

Difficile donc de terminer cette note sur la construction sécuritaire de l'espace urbain de façon optimiste. La ville grandit partout, mais en même temps elle devient plus étriquée : on s'y meut moins aisément alors que les moyens de transports sont toujours plus performants techniquement. Les frontières internes, auxquelles contribuent sur un mode hyperactif les politiques publiques de sécurité et les actions sécuritaires privées, freinent les élans des individus qui, dans des villes électriques, denses et belles, les porteraient les uns vers les autres. De telles villes existent, parfois, « à certaines heures pâles de la nuit », comme dans des chants anarchistes. Le reste du temps, notre peur du monde qui vient nous empêche de jouir de l'espace urbain qui est. Quand nous empruntons une rue, nous le faisons désormais avec appréhension, comme si le ciel allait nous tomber sur la tête, tel un bout de corniche du haut d'un immeuble décati. Nous craignons maintenant qu'un mendiant ne nous accoste quand nous déambulons sur un trottoir, à Delhi mais aussi à Genève. Nous avons peur de ne plus savoir faire semblant de le voir.

Notre vision du territoire est celui qu'en aurait un animal dont l'œil serait l'exact opposé de celui d'une mouche : un œil d'une seule pièce, mais qui verraient des milliers de petits morceaux de la réalité et ne parviendrait pas les rassembler en une vision unitaire. Nous en sommes là, habitants des villes modernes et leurs autorités, nous voyons des bouts de ces villes et ne parvenons plus à agir dans « la ville ». Pour « raisons de sécurité », nous tuons l'être public, solidaire et citoyen qui est en nous et nous contribuons à notre propre enfermement. En 1574, Étienne de La Boétie publiait une réflexion prophétique sur la condition humaine intitulée *Le discours de la servitude volontaire*³. Il y pose cette question : qu'est-ce qui mène les hommes et les femmes à accepter une mise sous tutelle au point de lutter pour être asservis bien plus qu'ils ne se battent pour leur liberté ? Qu'avons-nous fait en 438 ans pour répondre à cette question et surtout pour mettre fin à notre désir de servitude volontaire ? Pas grand-chose apparemment. Observant la forme que prend notre espace de vie urbain, il faut bien nous résoudre à répondre qu'avec des moyens sophistiqués, nous construisons chaque jour davantage les murailles de nos prisons. C'est alors que je me souviens de ce vers d'un poème de Louis Aragon : « est-ce ainsi que les hommes vivent ? », mais que je pense : « est-ce ainsi que les hommes veulent *vraiment* vivre ? ». La réponse est peut-être celle-ci : non, ils ne souhaitent pas cette vie de sûreté matériellement signifiée, mais l'espace les y oblige.

Dans les villes de la sécurité, l'espace règne. Les hommes aimeraient autre chose, mais ils ont perdu le contrôle de l'espace et c'est aujourd'hui l'espace qui les contrôle. Ils n'en ont plus la maîtrise, mais lui font une confiance aveugle pour qu'il les protège. Est-ce bien raisonnable ? Le temps n'est-il pas venu qu'une politique du public de l'espace se substitue aux politiques dites publiques de l'espace, aux politiques de privatisation et de division sociale, au département des projets urbains qui annonce le Ministère de la peur de Paul Virilio⁴ ? Un Ministère de la peur et de l'espace.

3 En 1978, ce texte a été réédité chez Payot, Paris, suivi d'une remarquable analyse de Pierre Clastres et Claude Lefort.

4 Virilio (2004) qui cite le titre d'un roman de Graham Greene paru en 1943.

Post-scriptum au « post-scriptum aux sociétés de contrôle »

En 1990, Gilles Deleuze s'inquiétait déjà de notre apathie face au contrôle progressif de nos vies modernes. Vingt ans après, la question de l'hybridation des formes et/ou des usages des communautés fermées nous montre que, si nos vies sont peut-être devenues post-industrielles, donc capitalistes « tardives » et en tout cas plus complexes, le problème de notre soumission collective au contrôle social non seulement perdure, mais qu'il s'est désormais plus précisément spatialisé. C'est peut-être que les riches ne croient tout simplement pas aux statistiques et qu'ils préparent, en vivant dans la réclusion volontaire leur temps libre, l'époque de leur future incarcération, qui viendra des aveux qu'ils feront forcément un jour à propos de leur participation à cette association de malfaiteurs qu'est depuis deux siècles la ville capitaliste. Ils sauront simplement comment faire face à quatre murs à la fois.

Les communautés fermées, parmi d'autres « motifs » architecturaux omniprésents dans les sociétés capitalistes, contribuent à organiser la clôture des espaces urbains et à imposer l'urbanisme de la peur comme idéologie spatialisée, technique de contrôle et marché. La violence symbolique de leur installation dans la ville fabrique celle-ci au même titre, mais avec des moyens bien plus puissants, que la violence des ghettos ou celle, distincte, des cités et des favelas, des terres urbaines discriminées et dominées. Pourtant, même si elles font aujourd'hui autorité et imposent les modèles et « les communautés qui viennent », elles ne parviennent pas – ni à elles seules, ni en s'alliant avec d'autres motifs carcéraux de la ville – à garantir la fragmentation sécuritaire urbaine. Toujours complexes, les modalités de fabrication de la ville mêlent en matière de violence comme de sécurité les réponses formelles et informelles, les fusionnant en un modèle hybride qui offre toujours des solutions aux espaces résistants au contrôle.

Aux ghettos et aux gated communities, mais aussi à toutes les nouvelles figures spatiales de la clôture, aéroports, stades... qui ne sont que les symptôme de la culture de l'(auto-)enfermement et les fondements d'une philosophie de la clôture, répondent heureusement les architectures mobiles qui échappent au contrôle en s'échappant du territoire sous contrôle. Ils fuient, mais contredisent ainsi l'assignation à résidence, à la domestication et au parage des outsiders et des pauvres – mais aussi des riches! Diagonalement opposés à l'imaginaire carcéral et ses effets sur la production de l'espace que notre temps voudrait faire valoir comme aspiration et idéologie, la solution en matière d'habiter, comme en amour, est dans la fuite.

Evidemment, le risque est grand de laisser la ville à ceux qui en assurent la violence formelle et les réponses architecturales et urbanistiques qu'on lui donne à ceux qui fabriquent des territoires à l'urbanité élémentaire, loin des pratiques complexes, hybrides, créoles même, que les villes méritent. Les nouvelles urbanités ne contiennent pas le dixième de promesses que contenait le Berlin de Bertolt Brecht en 1923, mais on sait ce que d'autres que lui en ont fait quelques années plus tard. Les nouveaux visages de la violence de l'urbanisation sont des architectes, promoteurs, urbanistes, résidents des habitats de luxe qui pensent la ruine et la désolation sociale des villes de demain. La société (de la peur) du risque est une entreprise libérale qui va faire la preuve bientôt de sa puissance de déconstruction.

L'hybridation violente de la ville répond à la violence de l'hybridation des formes quand elle dissimule des politiques de sécession qui nient cette volonté de mêler les histoires paradoxales de la ville. Cette hybridation est en même temps une hybridation des formes d'enfermement, formelles et informelles, légitimes et illégitimes. Dans leur coin, les partisans de l'urb-onanisme jouissent de leur savoir-faire. Ils précisent les limites des archipels de la sécurité, vers une hybridation des cultures de l'enfermement moderne et de l'imaginaire carcéral à l'usage des riches. Ghettos, gated et autres symptôme de la culture de l'(auto-)enfermement pilotent déjà nos styles de vies inutiles et autistes. Nos vies ne promettent rien à personne, sauf à ceux qui savent construire des murs en en préparant la ruine.

Bibliographie

- Bauman, Z. (1999). *Le coût humain de la mondialisation*. Paris : Hachette.
- Bégout, B. (2008). *De la décence ordinaire*. Paris : Allia.
- de la Boétie, E. (1574) [1976]. *Le discours de la servitude volontaire*. Paris : Payot.
- Davis, M. (1990 – trad. française 1997). *City of Quartz : Los Angeles capitale du futur*. Paris : La Découverte.
- Debord, G. (1967). *La société du spectacle*. Paris : Buchet / Chastel.
- Deleuze, G. (1990). Post-scriptum sur les sociétés de contrôle. *L'autre journal*, n° 1.
- Forrester, V. (1980). *La Violence Du Calme*. Paris: Editions Le Seuil.
- Koolhaas, R. (1978 – trad. française 2002). *New York Delire*. Marseille : éditions parenthèses.
- Pattaroni, L. et Pedrazzini, Y. (2010). Insecurity and Segregation: Rejecting an Urbanism of Fear (pp. 177-187). In P. JACQUET, R.K. PACHAURI et L. TUBIANA (Eds). *Cities: Steering Towards Sustainability*. Delhi: TERI Press.
- Pedrazzini, Y. (2005). *La violence des villes*, Paris : L'Atelier.
- Pedrazzini, Y et Viot, P. (2011). Stades et urbanisme de la peur. *Tracés*, vol. 18, n°21, 7-8.
- Pedrazzini, Y. et Boisteau, C. (2006). Urban security as a way of life: Confronting the Age of Fear. *The Optimist - The Green Cross*, 34-36.
- Virilio, P. (2004). *Ville panique. Ailleurs commence ici*. Paris : Galilée.
- Wirth, L. (1938). Urbanism as a Way of Life. *The American Journal of Sociology*, vol. 44, n°1, 1-24.

